

Unité bidépartementale Eure Orne
1 avenue du Maréchal Foch
CS 50021
27000 Évreux

Évreux, le 28/04/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/03/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

INS CRIQUEBEUF

76 rue de Prony
75017 Paris

Références : UBDEO.2025.04.130.KC
Code AIOT : 0030100248

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/03/2025 dans l'établissement INS CRIQUEBEUF implanté Parc d'activités du Bosc Hetrel 27340 Criquebeuf-sur-Seine. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection du 26 mars 2025 s'inscrit dans le cadre de l'action nationale 2025 " PFAS dans les émulseurs ".

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- INS CRIQUEBEUF
- Parc d'activités du Bosc Hetrel 27340 Criquebeuf-sur-Seine
- Code AIOT : 0030100248

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

La société INS CRIQUEBEUF est autorisée à exploiter un entrepôt de stockage de matières combustibles et de matières dangereuses pour l'environnement par arrêté préfectoral du 23 mars 2008. Il s'agit d'un établissement classé Seveso seuil bas.

Trois locataires sont présents sur le site:

- **ID LOGISTICS**, dans les cellules 1, 2, 3 et 4 bis, qui a pour activité principale la logistique de produits de librairie ;
- **LAMPE BERGER**, dans les cellules 4 et 5, qui a pour activité la logistique de produits de parfumage d'ambiance ;
- **CARRIER TRANSICOLD INDUSTRIES (CTI)**, dans les cellules 6 et 7, qui a pour activité la logistique de matériel de réfrigération destiné au transport sous température dirigée.

Cette visite a pour but de contrôler l'application des restrictions d'utilisation de certaines substances perfluoroalkylées et polyfluoroalkylées (PFAS) dans les mousses anti-incendie en vertu du règlement européen 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants (POP) et du règlement européen 1907/2006 concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances (REACH).

Elle vise également à anticiper les restrictions d'utilisation à venir à partir de 2025 en application de ces mêmes règlements.

L'inspection a été menée par sondage.

Lors de cette visite, les cellules 1, 2, 3, 4 et 5 et l'extérieur du site ont été contrôlées.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 PFAS mousses
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;

- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Interdiction du PFOS	Règlement européen du 20/06/2019, article Annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
2	Interdiction du PFHxS	Règlement européen du 20/06/2019, article Annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
3	Interdiction à venir du PFOA	Règlement européen du 20/06/2019, article Annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
4	Notification des stocks de	Règlement européen du 20/06/2019, article Article 5 du	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	PFOA	règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants		
5	Interdiction à venir des PFCA C9-C14	Règlement européen du 18/12/2006, article Entrée 68 de l'annexe XVII du règlement REACH (1907/2006)	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
6	Interdiction à venir du PFHxA	Règlement européen du 18/12/2006, article Entrée 79 de l'annexe XVII du règlement REACH (1907/2006)	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

A ce jour, l'exploitant ne connaissant pas exactement les composants en PFAS des émulseurs détenus sur le site, il doit se renseigner auprès de son fournisseur et lui demander de lui fournir la liste de tous les substances PFAS (réglementées ou non réglementées) entrant dans la composition de ces émulseurs, ainsi que leurs concentrations respectives.

Si le fournisseur ne répond pas ou fournit des informations incomplètes, l'exploitant doit faire analyser la composition chimique de ces émulseurs **[délai: 3 mois]**.

L'analyse des émulseurs doit porter sur la liste des substances PFAS figurant sur le tableau joint en annexe 3 de ce rapport de visite.

Dans ce cadre, l'exploitant doit privilégier une analyse basée sur la méthode TOP Assay (*Total Oxidizable Precursor Assay*) qui permet de mesurer aussi la contribution des substances apparentées se dégradant en PFAS.

En l'absence de connaissance exacte des substances PFAS entrant dans la composition chimique des émulseurs détenus sur le site (et de leurs concentrations respectives), l'exploitant doit vérifier si l'ensemble des composants de ces émulseurs, issus des données de son fournisseur ou de celles de l'analyse chimique de ces émulseurs sont (ou ne sont pas) constitués des substances PFOS, PFOA, PFHxS, PFHxA et PFCA C9-C14. Dans ce cadre, il doit communiquer à l'inspection la conclusion de ces investigations **[délai : 3 mois]**.

Au-delà du cas des émulseurs contenant les substances PFOS et PFHxS dont l'utilisation est déjà interdite, l'exploitant doit également veiller à respecter les échéances réglementaires d'interdiction à venir concernant l'utilisation des émulseurs contenant les substances PFOA, PFHxA et PFCA C9-C14. Les émulseurs contenant ces substances devront ainsi être prochainement éliminés ou substitués.

L'inspection attire enfin l'attention de l'exploitant sur la persistance dans l'environnement des substances PFAS et sur l'opportunité qu'il réfléchisse, à titre plus volontariste, à une stratégie d'utilisation d'émulseur ne contenant plus aucun PFAS.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Interdiction du PFOS

Référence réglementaire : Règlement européen du 20/06/2019, article Annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants
Thème(s) : Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie
Prescription contrôlée : 1. Aux fins de cette entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique aux SPFO en concentration égale ou inférieure à 10 mg/kg (0,001 % en masse) dans des substances ou des mélanges.
Constats : Pour rappel, la société INS CRIQUEBEUF est un entrepôt de stockage de matières combustibles et d'autres matières dangereuses, classé Seveso seuil bas. Le volume autorisé pour cet entrepôt est de 409 921 m ³ . Il s'agit d'une installation classée à autorisation au titre des rubriques dites "Liquides Inflammables (LI)" : 1436, 4331 et 4734 de la nomenclature des installations classées. La quantité totale maximale de liquides Inflammables (LI) de catégorie 2 ou catégorie 3 susceptible d'être présente dans cette installation est 1650 tonnes pour la rubrique 4331. L'exploitant précise et rappelle que c'est l'arrêté du 24 septembre 2020 relatif au stockage en récipients mobiles de liquides inflammables, exploités au sein d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation qui s'applique à son site. La cellule 5 est dédiée au stockage des liquides inflammables. Cette cellule est exploitée par la société LAMPE BERGER. Cette cellule 5 est équipée d'un dispositif d'incendie mettant en œuvre de la mousse anti-incendie sur le système d'extinction automatique et sur les postes incendie additivés (PIA). Le système d'extinction présent sur le site est un système d'extinction de type ESFR à eau additivée (postes A3F). L'exploitant déclare que les produits stockés sur le site sont liés aux activités de ces 3 locataires (ID LOGISTICS, LAMPE BERGER et CARRIER). Il précise que les produits stockés sur le site ne sont pas susceptibles de libérer des substances PFAS dans l'environnement pendant le fonctionnement normal de l'entrepôt, au regard des activités de son site, dédiée exclusivement aux activités de stockage et de logistique. Pour identifier les composants en PFAS pour les émulseurs présents sur le site, la société INS CRIQUEBEUF a présenté sa démarche d'analyse réalisée visant à déterminer les composants de ces émulseurs. Elle a indiqué que les émulseurs utilisés sur le site sont : l'Hydral Arc 3-3C et le SKUM ARC 3x3. Dans le cadre de sa démarche d'analyse, l'exploitant a présenté les documents suivants : <ul style="list-style-type: none">• la fiche technique de l'émulseur Hydral Arc3-3C (mousse incendie sprinkler - poste cellule 5),• la fiche de données de sécurité de l'émulseur Hydral Arc 3-3C (mousse incendie sprinkler - poste cellule 5),• la fiche technique de l'émulseur SKUM ARC 3x3 (mousse incendie des postes incendie additivés poste cellule 5),

- le tableau d'identification de composants des émulseurs d'INS CRIQUEBEUF comparatif avec la liste des PFAS.

L'Hydral Ar 3-3C est considéré comme un émulseur Polyvalent Formant un Film Flottant (A.F.F.F) résistant aux alcools à base de fluoro-surfactants, polysaccharides et tensio-actifs, efficace (à concentration de 3 %) pour éteindre des feux aussi bien d'hydrocarbures que de solvants polaires, d'après sa fiche de données techniques consultée.

Pour déterminer les composants des émulseurs Hydral Ar 3-3C et SKUM ARC 3x3, l'exploitant a comparé les composants des émulseurs utilisés sur le site issus des données des FDS de ces émulseurs avec ceux de la liste des substances PFAS du règlement européen 2019/1021 et celle de l'arrêté du 20 juin 2023 relatif à l'analyse des substances per-et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation.

Conclusions de l'exploitant : D'après les données croisées issues de son tableau « d'identification des composants des émulseurs d'INS comparatif avec la liste des PFAS », il conclut que les émulseurs détenus sur le site contiennent des substances PFAS. Mais, ces PFAS ne font pas partie de la liste des substances PFAS du règlement européen 2019/1021 et de l'arrêté du 20 juin 2023 relatif à l'analyse des substances per-et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation.

Les constituants principaux des émulseurs Hydral Ar 3-3C et SKUM ARC 3x3 sont les suivantes :

- 2-(2-Butoxyéthoxy)éthanol
- D-Glucopyranoside, C9-C11 Oligomer
- Acide sulfurique, ester monododécylique, sel de sodium
- 2-Propenamide, telomer with 3,3,4,4,5,5,6,6,7,7,8,8,8-tridecafluoro-1-octanethiol
- 2-Méthyl-2,4-pentanediol
- Ethylène glycol
- 2-(2-Butoxyéthoxy)éthanol
- sulfate de sodium etdoctyle
- Caprylcaprilyl glucoside
- 2-Méthyl-2,4-pentanediol.

Toutefois, comme les informations données par les fiches de données de sécurité (FDS) des émulseurs ne permettent pas de connaître avec certitude la composition chimique des émulseurs en substances PFAS (notamment vis-à-vis de celles présentes à moins de 1 % en poids dans l'émulseur et celles ne présentant ni de mention de danger CLP, ni de propriétés persistantes, bioaccumulables et toxiques (PBT) ou très persistantes et très bioaccumulables (vPvB)), l'exploitant doit disposer de données complémentaires (analyses chimiques le cas échéant) pour s'assurer que la liste des composants PFAS identifiés dans son tableau « d'identification des composants des émulseurs d'INS comparatif avec la liste des PFAS » est complète.

Lors de la visite des installations, l'inspection a constaté la présence d'une cuve d'émulseur des postes AFFF pour les produits liquides inflammables, d'une capacité de 7 000 L, d'après les indications affichées sur cette installation et communiquées par l'exploitant.

Lors de la visite des installations, l'inspection a constaté par ailleurs que les marquages (jaunes) au sol délimitant les zones de stockage dans la cellule 5 étaient illisibles (voire effacées) dans certaines zones de cette cellule.

L'exploitant doit procéder de nouveau aux marquages des zones de stockage effacées dans la cellule n° 5.

Sur demande de l'inspection, l'exploitant a consulté les rapports de vérification semestrielle du

système d'extinction, réalisée le 24/09/2024 et 10/01/2024.

Ces rapports de vérification font l'objet d'observations et / ou améliorations proposées.

Suite à la consultation de ces rapports de vérification semestrielle de 2024, réalisée après la visite du 26/03/2025, l'inspection note que les essais à réaliser sur la base du débit d'essai Q100 % au débit nominal de la pompe pour le régime du moteur des groupes motopompe diesel n'ont pas été effectués lors des vérifications semestrielles du 24/09/2024 et 10/01/2024 (c.f : item 3.17). D'autres essais n'ont également pas été effectués durant ces vérifications semestrielles du 24/09/2024 et 10/01/2024 (c.f : item 3.18, 3.19 et 3.21).

Au regard de ces constats, l'exploitant doit indiquer les raisons expliquant l'absence d'essais réalisés pour le régime du moteur, et celles des autres tests, non réalisés le 24/09/2024 et 10/01/2024, suite à la réception de ce rapport de visite. En l'absence de la réalisation de ces tests pour la vérification semestrielle du premier semestre 2025, l'exploitant doit procéder aux essais non réalisés en 2024.

De plus, l'inspection constate que les reports d'alarme du poste 9 n'ont pas fonctionné, lors des essais du 24/09/2024 et 10/01/2024.

Au vu de ce constat, l'exploitant doit justifier des actions réalisées pour lever ce constat mentionné dans les rapports de vérification semestrielle du 24/09/2024 et 10/01/2024.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit se renseigner auprès de son (ses) fournisseur(s) d'émulseurs et lui (leur) demander de lui fournir la liste de tous les substances PFAS (réglementées ou non réglementées au titre des règlements européens REACH et POP) entrant dans la composition des émulseurs, ainsi que leur concentration.

Si le(s) fournisseur(s) ne répond(ent) pas ou fourni(ssen)t des informations incomplètes, l'exploitant doit faire analyser la composition chimique de ces émulseurs [**délai: 3 mois**]. L'analyse des émulseurs doit porter sur la liste des PFAS figurant sur le tableau joint en annexe 3 de ce rapport de visite.

Dans ce cadre, l'exploitant doit privilégier une analyse basée sur la méthode TOP Assay (*Total Oxidizable Precursor Assay*) qui permet de mesurer (au-delà de substances PFAS elles-mêmes) les substances apparentées se dégradant en PFAS.

Si la (les) substance(s) identifiée(s) dans les émulseurs ne figurent pas dans le tableau en annexe 3 de ce rapport de visite, cela signifie que la substance n'est pas encore réglementée.

L'inspection attire néanmoins l'attention de l'exploitant sur les enjeux liés aux PFAS et sur l'opportunité qu'il réfléchisse, à titre plus volontariste, à une stratégie d'utilisation d'émulseur sans PFAS à moyen terme.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Interdiction du PFHxS

Référence réglementaire : Règlement européen du 20/06/2019, article Annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants

Thème(s) : Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie

Prescription contrôlée :

<p>Article 3</p> <p>1. La fabrication, la mise sur le marché et l'utilisation des substances qui figurent sur la liste de l'annexe I soit en tant que telles, soit dans des mélanges, soit dans des articles, sont interdites, sous réserve de l'article 4.</p> <p>[Le PFHxS est inscrit à l'annexe I.]</p> <p>Article 4</p> <p>1. L'article 3 n'est pas applicable dans les cas suivants:</p> <p>b) lorsqu'il s'agit d'une substance présente dans des substances, mélanges ou articles sous forme de contaminant non intentionnel à l'état de trace, tel que précisé dans les entrées pertinentes des annexes I et II.</p> <p>Annexe I</p> <p>3. Aux fins de cette entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique aux concentrations de PFHxS, de ses sels et de composés apparentés au PFHxS égales ou inférieures à 0,1 mg/kg (0,000 01 % en masse) lorsqu'elles sont présentes dans des mélanges concentrés de mousses anti-incendie qui sont destinés à être utilisés ou sont utilisés dans la production d'autres mélanges de mousses anti-incendie. Cette dérogation est réexaminée et évaluée par la Commission au plus tard le 28 août 2026.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'ayant pas identifié de substances PFAS figurant dans la liste du règlement européen 2019/1021 entrant dans la composition des émulseurs du site, il déclare, en séance, par déduction que ces émulseurs ne contiennent pas de polluants organiques persistants.</p> <p>A ce jour, en l'absence de la connaissance chimique exacte des PFAS entrant dans la composition des émulseurs présents sur le site (et de leur concentration), l'exploitant ne peut pas conclure par déduction que les composants des émulseurs utilisés ne contiennent pas de PFOS et PFHxS.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>En l'absence de la connaissance exacte des substances PFAS entrant dans la composition chimique des émulseurs détenus sur le site (et de leurs concentrations respectives), l'exploitant doit vérifier si l'ensemble des composants de ces émulseurs, issus soit des données de son fournisseur ou de celles de l'analyse chimique de ces émulseurs sont (ou ne sont pas) constitués des substances PFOS et PFHxS. Dans ce cadre, il doit communiquer à l'inspection la conclusion de ces investigations [délai : 3 mois].</p> <p>L'inspection rappelle que si un émulseur contient la substance PFHxS, son utilisation est interdite. Cet émulseur doit être substitué.</p> <p>La présence non intentionnelle sous forme de contaminant à l'état de traces est possible en deçà de 0,1 mg/kg pour les mélanges concentrés de mousses anti-incendie qui sont destinés à être utilisés ou sont utilisés dans la production d'autres mélanges de mousses anti-incendie.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 3 : Interdiction à venir du PFOA

Référence réglementaire : Règlement européen du 20/06/2019, article Annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants

Thème(s) : Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie

Prescription contrôlée :

1. Aux fins de cette entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique au PFOA ou à ses sels en concentration inférieure ou égale à 0,025 mg/kg (0,000 0025 % en masse) dans des substances, des mélanges ou des articles. 2. Aux fins de cette entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique à tout composé apparenté au PFOA ou à toute combinaison de tels composés en concentration inférieure ou égale à 1 mg/kg (0,0001 % en masse) dans des substances, des mélanges ou des articles.

6. Par dérogation, l'utilisation du PFOA, de ses sels et des composés apparentés au PFOA est autorisée, jusqu'au 4 juillet 2025, dans la mousse anti-incendie destinée à la suppression des vapeurs de combustibles liquides et à la lutte contre les feux de combustibles liquides (feux de classe B) qui est déjà contenue dans les systèmes, qu'ils soient mobiles ou fixes, sous réserve des conditions suivantes :

- a) les mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA ne sont pas utilisées pour la formation ;
- b) les mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA ne sont pas utilisées pour les essais, sauf si tous les rejets sont contenus ;
- c) à partir du 1er janvier 2023, les utilisations de mousses anti-incendie contenant ou pouvant contenir du PFOA, ses sels et / ou des composés apparentés au PFOA ne sont autorisées que sur les sites où il est possible de contenir tous les rejets ;
- d) les stocks de mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir du PFOA, ses sels et / ou des composés apparentés au PFOA sont gérés conformément aux dispositions de l'article 5.

Constats :

Pour rappel, à ce jour, en l'absence de la connaissance exacte des substances PFAS entrant dans la composition des émulseurs détenus sur le site (et de leurs concentrations respectives), l'exploitant doit s'assurer des modalités d'échéance à venir pour l'utilisation de son (ses) émulseur(s) qui pourrai(en)t être susceptible(s) de contenir du PFOA.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection rappelle à l'exploitant les échéances réglementaires à venir vis-à-vis de l'utilisation des émulseurs contenant la substance PFOA : utilisation autorisée jusqu'au 4 juillet 2025 pour les feux de combustibles liquides (feux de classe B) sur les sites où il est possible de contenir tous les rejets, et lorsque les mousses sont déjà contenues dans les systèmes, qu'ils soient fixes ou mobiles. L'utilisation pour la formation et les essais est interdite.

Dans ce cadre, l'exploitant doit fournir un plan de substitution et d'élimination des émulseurs si ces derniers sont susceptibles de contenir la substance PFOA..

Après le 4 juillet (ou le 3 décembre) 2025, la présence non intentionnelle sous forme de contaminant à l'état de traces restera possible en-deçà de : 0,025 mg/kg pour le PFOA et ses sels ; 1 mg/kg pour les composés apparentés.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Notification des stocks de PFOA

Référence réglementaire : Règlement européen du 20/06/2019, article Article 5 du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants
Thème(s) : Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie
Prescription contrôlée : <p>2. Tout détenteur de stocks de plus de 50 kg constitués de substances inscrites sur la liste de l'annexe I ou de l'annexe II ou en contenant, et dont l'utilisation est autorisée, communique à l'autorité compétente de l'État membre dans lequel se trouvent ces stocks des informations sur la nature et le volume de ces stocks. Ces informations sont communiquées dans les douze mois suivant la date à laquelle le présent règlement ou le règlement (CE) no 850/2004 est devenu applicable à ces substances, la date la plus ancienne étant retenue, et suivant les modifications pertinentes des annexes I et II, puis à nouveau tous les ans jusqu'à l'expiration de la période d'utilisation limitée fixée dans l'annexe I ou II.</p>
Constats : <p>En l'absence de la connaissance exacte des substances PFAS entrant dans la composition chimique des émulseurs détenus sur le site (et de leurs concentrations respectives) et si l'exploitant s'avérait détenir un stock de plus de 50 kg d'émulseurs contenant la substance PFOA, il devrait alors transmettre les informations (masse, concentration, mesures de gestion du stock) sur ses stocks de PFOA à la Direction Générale de la Prévention des Risques (DGPR).</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>Si l'exploitant s'avérait détenir un stock de plus de 50 kg d'émulseurs contenant la substance PFOA, il devrait alors transmettre dans les meilleurs délais les informations relatives à la masse, la concentration et les mesures de gestion du stock sur ses stocks de PFOA à la Direction Générale de la Prévention des Risques (DGPR).</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Interdiction à venir des PFCA C9-C14

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article Entrée 68 de l'annexe XVII du règlement REACH (1907/2006)
Thème(s) : Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie
Prescription contrôlée : <p>5. Par dérogation au point 2, l'utilisation des PFCA en C9-C14, de leurs sels et des substances apparentées au PFCA en C9-C14 est autorisée jusqu'au 4 juillet 2025 pour: [...] iv) la mousse anti-incendie destinée à la suppression des vapeurs de combustibles liquides et à la lutte contre les</p>

<p>feux de combustibles liquides (feux de classe B) qui est déjà contenue dans les systèmes, qu'ils soient mobiles ou fixes, sous réserve des conditions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir des PFCA en C9-C14, leurs sels et des substances apparentées aux PFCA en C9-C14 ne sont pas utilisées pour la formation ; - les mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir des PFCA en C9-C14, leurs sels et des substances apparentées aux PFCA en C9-C14 ne sont pas utilisées pour les essais, sauf si tous les rejets sont contenus ; - à partir du 1er janvier 2023, les utilisations de mousses anti-incendie contenant ou pouvant contenir des PFCA en C9-C14, leurs sels et des substances apparentées aux PFCA en C9-C14 ne sont autorisées que sur les sites où il est possible de contenir tous les rejets ; - les stocks de mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir des PFCA en C9-C14, leurs sels et des substances apparentées aux PFCA en C9-C14 sont gérés conformément à l'article 5 du règlement (UE) 2019/1021.
<p>Constats :</p> <p>En l'absence de connaissance exacte des substances PFAS entrant dans la composition des émulseurs présents sur le site (et de leurs concentrations respectives), l'exploitant doit s'assurer de la modalité d'échéance réglementaire d'interdiction pour l'utilisation de son (ses) émulseur(s) qui pourrai(en)t être susceptible(s) de contenir la substance PFCA C9-C14.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection rappelle à l'exploitant l'échéance réglementaire à venir pour l'utilisation des émulseurs contenant du PFCA C9-C14 : utilisation autorisée jusqu'au 4 juillet 2025 pour les feux de combustibles liquides (feux de classe B) sur les sites où il est possible de contenir tous les rejets et lorsque les mousses sont déjà contenues dans les systèmes, qu'ils soient fixes ou mobiles. L'utilisation pour la formation et les essais est interdite.</p> <p>Les émulseurs contenant du PFCA C9-C14 doivent donc être éliminés ou substitués, avant le 4 juillet 2025.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 6 : Interdiction à venir du PFHxA

<p>Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article Entrée 79 de l'annexe XVII du règlement REACH (1907/2006)</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>4. Ne doivent pas, à partir du 10 avril 2026, être mis sur le marché, ou utilisés, à une concentration égale ou supérieure à 25 ppb pour la somme du PFHxA et de ses sels, ou à 1 000 ppb pour la somme des substances apparentées au PFHxA, mesurées dans un matériau homogène, dans:</p> <p>a) les mousses et concentrés de mousse anti-incendie destinés à l'entraînement et aux essais, à l'exception des essais fonctionnels des systèmes de lutte contre l'incendie, à condition que toutes les émissions soient contenues;</p> <p>b) les mousses et concentrés de mousse anti-incendie destinés aux services publics d'incendie,</p>

<p>sauf lorsque ces services interviennent sur des incendies industriels dans des établissements relevant de la directive 2012/18/UE du Parlement européen et du Conseil (*31) et qu'ils n'utilisent les mousses et les équipements qu'à cette fin.</p> <p>5. Ne doivent pas, à partir du 10 octobre 2029, être mis sur le marché, ou utilisés, dans les mousses et concentrés de mousse anti-incendie pour l'aviation civile (y compris dans les aéroports civils) à une concentration égale ou supérieure à 25 ppb pour la somme du PFHxA et de ses sels, ou à 1 000 ppb pour la somme des substances apparentées au PFHxA.</p>
<p>Constats :</p> <p>En l'absence de la connaissance exacte des substances PFAS entrant dans la composition des émulseurs présents sur le site (et de leurs concentrations respectives), l'exploitant doit s'assurer des modalités des échéances réglementaires à venir pour l'utilisation de son (ses) émulseur(s) qui pourrai(en)t être susceptible(s) de contenir la substance PFHxA.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection rappelle à l'exploitant les échéances réglementaires d'interdiction à venir pour l'utilisation des émulseurs contenant la substance PFHxA : utilisation encore autorisée en 2025 (interdiction à partir de 2026).</p> <p>L'exploitant doit fournir un plan concernant la substitution des émulseurs (y compris le nettoyage des systèmes) et l'élimination des émulseurs et des eaux de rinçage (incluant, le cas échéant, le stockage temporaire sur site) si les émulseurs contiennent la substance PFHxA.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>